

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANK AUDI FRANCE S.A.

Société Anonyme au capital de 56 873 350 €
Siège Social : 73 avenue des Champs-Élysées – 75008 Paris
315.768.176 R.C.S. Paris.

A. — Principes comptables et méthodes appliqués.
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

I. — Bilan publiable au 31 décembre 2024.
(En Euros)

Actif	Notes	2024	2023
Caisse, banques centrales, C.C.P.	1	225 116 129	275 159 078
Effets publics et valeurs assimilées (*)	4	100 201 272	36 002 599
Créances sur les établissements de crédit	2	361 562 338	399 106 048
Opérations avec la clientèle	3	330 873 535	330 257 432
Obligations et autres titres à revenu fixe (*)	4	204 051 952	59 965 518
Actions et autres titres à revenu variable	5	676 129	818 186
Participations	6	521 655	557 203
Immobilisations incorporelles	7	775 462	548 550
Immobilisations corporelles	8	469 350	432 893
Autres actifs	9	11 853 093	11 277 335
Comptes de régularisation	10	1 547 923	1 792 201
Total actif		1 237 648 839	1 115 917 042

Passif	Notes	2024	2023
Dettes envers les établissements de crédit	11	19 457 113	7 224 480
Opérations avec la clientèle	12	1 084 407 344	986 847 473
Autres passifs	13	1 682 700	8 732 476
Comptes de régularisation	14	3 749 000	5 124 790
Provisions	15	11 471 000	7 415 000
Fonds pour risques bancaires généraux	15	6 472 802	6 472 802
Capital	16	56 873 350	56 873 350
Réserves	16	6 033 562	5 513 199
Report à nouveau	16	31 193 109	21 306 209
Résultat de l'exercice	16	16 308 859	10 407 263
Total passif		1 237 648 839	1 115 917 042

(*) Dans la présentation 2023, les 36 millions d'euros apparaissant cette année sur la ligne "Effets publics et valeurs assimilées" figuraient sur la ligne "Obligations et autres titres à revenu fixe"

Hors-bilan	2024	2023
Engagements donnés :		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	38 454 719	37 124 636
Engagements de financement en faveur Ets de crédit		
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	44 646 260	27 116 065
Engagements de garantie en faveur Ets de crédit	3 653 830	275 495
Engagements sur titres		
Engagements reçus :		
Engagements de financement		
Engagements de garantie reçus de la clientèle		
Engagements de garantie reçus Ets de crédit	481 279	452 489
Engagements sur titres		

II. — Compte de résultat publiable au 31 décembre.

(En Euros)	Notes	2024	2023
Intérêts et produits assimilés	17	57 079 040	49 112 003
Intérêts et charges assimilées	18	-19 150 120	-10 733 964
Revenus des titres à revenu variable		2 155	
Commissions (produits)	19	6 652 768	5 577 599
Commissions (charges)	19	-666 132	-598 357
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	20	1 814 291	1 980 385
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	21	2 996 526	2 786 236
Autres produits d'exploitation bancaire	22	32 802	79
Autres charges d'exploitation bancaire	22	-775 616	-30 812
Produit net bancaire		47 985 713	48 093 169
Charges générales d'exploitation	23	-16 859 391	-17 109 683
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		-359 083	-322 567
Résultat brut d'exploitation		30 767 239	30 660 920
Coût du risque	24	-7 568 346	-11 711 991
Résultat d'exploitation		23 198 892	18 948 929
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-125	
Résultat courant avant impôt		23 198 768	18 948 929
Résultat exceptionnel	25	-5 885	-5 789
Impôt sur les bénéfices	26	-6 884 024	-8 535 877
Dotations/reprises du FRBG			
Résultat net		16 308 859	10 407 263

III. — Annexes.**A. — Introduction.**

Les états financiers sont préparés en accord avec la réglementation applicable en France aux établissements de crédit, conformément aux dispositions du règlement 2014-07, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Les états financiers de l'exercice 2024 ainsi que le rapport de gestion du Conseil d'Administration et les rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels de Bank Audi France sont à la disposition du public, gratuitement et sur simple demande par téléphone au 01 53 83 50 00 ou par courrier à l'adresse suivante :

Bank Audi France
73 avenue des Champs-Élysées
75008 Paris.

Les comptes de Bank Audi France, filiale à 100% de Bank Audi SAL, dont le siège est situé Place Bab Idress - Beyrouth 2021 8102 - Liban, sont intégrés dans les comptes consolidés de sa maison mère selon la méthode de l'intégration globale.

B. — Principales méthodes d'évaluation.

Les principales méthodes comptables adoptées par Bank Audi France sont les suivantes :

a. Opérations en devises. — Les créances et dettes libellées en devises étrangères sont réévaluées en euros sur la base des cours de change en vigueur aux dates d'arrêts. Les charges et produits sont convertis en euros sur la base des cours de change en vigueur le jour de leur comptabilisation.

b. Prêts à la clientèle et dépréciations. — Les prêts accordés à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale. Cette valeur est diminuée au fur et à mesure des remboursements en capital. Les prêts achetés sur le marché secondaire sont enregistrés à leur prix de revient. Les écarts entre la valeur nominale d'origine et le prix de revient (décotes ou surcotes) sont lissés sur la durée de vie des prêts.

Les principales catégories de créances sont les suivantes :

— Créances saines : Sont qualifiées de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

— Impayés : Sont qualifiées d'impayées les échéances de toutes natures impayées pendant un délai inférieur ou égal à trois mois, six mois ou neuf mois (selon la nature de la contrepartie, voir ci-dessous).

— Créances restructurées : Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur sont également à nouveau inscrites en encours sains si la restructuration s'est faite aux conditions de marché à la date de la restructuration.

Les encours restructurés à des conditions hors marché sont identifiés dans une sous-catégorie spécifique des encours sains jusqu'à leur échéance finale. Tout abandon de principal ou d'intérêts, échu ou couru, est constaté en perte au moment de la restructuration. Tout écart d'intérêt futur, par référence aux conditions de marché au jour de la restructuration si ces dernières sont inférieures aux conditions initiales, et par référence aux conditions initiales dans le cas contraire, fait l'objet, pour son montant actualisé, d'une décote au moment de la restructuration, enregistrée en coût du risque ; cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt. Si le débiteur, après un retour en encours sains, ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Bank Audi France définit les créances restructurées comme étant des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.), afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

— Créances douteuses : Le statut de créance douteuse peut provenir soit d'un déclassement automatique conformément à la réglementation en vigueur (créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de trois mois pour tout type de crédit et le crédit-bail immobilier, plus de six mois pour les crédits immobiliers et plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales), soit d'un déclassement manuel à la suite d'un événement judiciaire (redressement, liquidation...), d'un litige ou de la survenance d'un incident mettant en péril le recouvrement de la créance (détérioration notable de la situation financière du débiteur avec incapacité patente de respecter les engagements pris vis-à-vis de la Banque).

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par "contagion" un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou caution. Lorsque la contrepartie appartient à un groupe, la Banque examine les conséquences de cette défaillance au niveau du groupe et apprécie la nécessité de classer en encours douteux l'ensemble des encours relatifs aux entités juridiques formant ce groupe.

Reclassement d'un encours douteux en sain : le classement en encours douteux peut être abandonné lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Parmi les encours douteux, Bank Audi France distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

— Créances douteuses compromises : Ce sont les créances pour lesquelles les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux, sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

— Créances douteuses non compromises : Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

— Dépréciations : Les dépréciations pour créances douteuses sont enregistrées en fonction des risques de non-recouvrement des sommes en capital dues par les clients. Elles sont déterminées dossier par dossier et font l'objet d'un examen détaillé trimestriel. Elles sont inscrites à l'actif en diminution des crédits concernés. La dépréciation en capital est enregistrée dans le poste "coût du risque" du compte de résultat.

— Intérêts sur créances douteuses : Les intérêts sur créances douteuses sont provisionnés à 100%. Les provisions constituées et les reprises impactent directement la marge nette des intérêts.

— Pertes : Les encours douteux compromis sortent du bilan pour passage en perte au plus tard lorsque les droits de la Banque en tant que créancier sont éteints.

— Méthodes de prise en compte des instruments de réduction des risques : Les principaux instruments de réduction des risques sont les hypothèques, les dépôts nantis dans les livres de la Banque, les nantissements et garanties bancaires reçus. Concernant les hypothèques, l'évaluation du bien se fait tous les trois ans par un expert indépendant pour les prêts immobiliers destinés à l'acquisition de logements, et tous les ans pour les prêts immobiliers destinés à l'acquisition de biens à usage professionnel ou pour investissement.

La Banque utilise un système de notation commun au Groupe. Cette notation permet de déterminer la probabilité de défaut de chaque débiteur et de déterminer la perte potentielle en cas de défaut. La segmentation principale retenue fait apparaître les catégories suivantes : commercial / immobilier / particuliers.

c. Risques pays et provisions. — Ces risques sont analysés périodiquement, en tenant compte des garanties constituées au profit de la Banque et en prenant en compte le critère de résidence des clients. La provision évaluée est enregistrée au passif du bilan. Il est vérifié que le plafond de déductibilité fiscale n'est pas dépassé pour le pays concerné, auquel cas les dotations excédentaires sont réintégrées dans le résultat fiscal de la Banque.

d. Titres en portefeuille détenus pour compte propre. — Les titres que la Banque détient pour compte propre sont enregistrés dans deux catégories :

— Titres d'investissement : ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie titres de placement avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Les titres d'investissement sont enregistrés conformément aux dispositions du règlement précité. Ils ne sont pas évalués au prix du marché, sauf s'il est constaté une dégradation importante de la qualité de crédit de l'émetteur.

— Titres de placement : ce même règlement précise qu'il s'agit des titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction (détention à court terme) ni parmi les titres d'investissement.

Les titres de placement sont enregistrés conformément aux dispositions du règlement précité. Ils font éventuellement l'objet d'une provision pour dépréciation pour ajustement à leur valeur de marché.

Cette provision reflète les moins-values constatées en fin d'exercice sans tenir compte des plus-values pouvant exister sur d'autres titres (sauf s'ils sont regroupés dans un même ensemble homogène).

Les cours sont ceux fournis par les opérateurs de place.

Lorsque les titres à revenu fixe sont acquis ou souscrits à un prix différent de leur valeur de remboursement, la différence (décote ou surcote) est portée en produits ou en charges sur la durée de vie résiduelle des titres, et ce de manière actuarielle.

e. Titres de participation : Les titres de participation sont enregistrés à leur coût d'acquisition et dépréciés en fonction des valeurs d'utilité.

f. Transactions entre parties liées. — L'absence d'informations relatives aux transactions effectuées avec des parties liées qui n'ont pas été conclues aux conditions normales de marché est justifiée par le fait que les transactions effectuées par Bank Audi France avec des parties liées sont exclues de la liste des transactions concernées par cette obligation, en accord avec les dispositions du règlement ANC 2014-07.

g. Immobilisations. — Les immobilisations sont inscrites au bilan pour leur prix d'acquisition. Elles sont amorties selon les méthodes et durées estimées d'utilisation suivantes :

Immobilisations incorporelles :

Progiciels : 3 ans mode linéaire (coût de la licence et des développements supplémentaires).

— Logiciels bureautiques : 3 ans mode linéaire (coût de la licence à l'achat - les coûts de maintenance et de renouvellement sont comptabilisés en charges).

— Immobilisations corporelles :

Mobilier et matériel de bureau :	10 ans mode linéaire,
Matériel informatique :	3 ans mode dégressif,
Agencements et installations :	10 ans mode linéaire,
Véhicules :	5 ans mode linéaire,
Objets d'art :	non amortis.

h. Résultat sur opérations de change. — Les différences entre, d'une part, les montants résultant de l'évaluation des comptes de position de change, opérée conformément au paragraphe (a) Opérations en devises ci-dessus, et d'autre part, les montants inscrits dans les comptes de contre-valeur de position de change sont portés au compte de résultat.

i. Commissions – produits. — Les commissions rémunérant des prestations continues (quelles que soient les modalités de facturation) sont étalées sur la durée de la prestation. Elles sont constatées en produit à recevoir jusqu'au jour du règlement.

Les commissions rémunérant un risque de crédit telles que les commissions sur garanties émises par la Banque d'ordre de sa clientèle sont lissées en résultat sur la durée de vie de la garantie émise. Elles sont constatées en produits perçus d'avance jusqu'à la date d'échéance de la garantie.

Les commissions rémunérant une prestation instantanée (opérations de guichet, frais de dossier...) sont enregistrées directement dans le compte de résultat.

j. Impôt sur les sociétés. — Cet impôt a été calculé conformément aux règles fiscales en vigueur. Aucun impôt différé n'a été constaté dans les comptes.

k. Engagements de retraite. — La Banque a retenu l'option de ne pas provisionner ses engagements de retraite et avantages similaires. Au 31/12/2024, le montant de l'engagement en matière d'indemnités de fin de carrière s'élève à 200 643 € charges patronales incluses.

Les paramètres suivants ont été pris en considération pour l'évaluation actuarielle de l'engagement au 31/12/2024 :

- taux de charges : 49 %
- table de survie : table INSEE 2019-2021
- âge de départ à la retraite : 65 ans
- taux de rotation du personnel : 17 %

- taux d'actualisation : 3,15 %
- taux de revalorisation : 1,50 %

C – Faits marquants.

Au cours de l'exercice 2024, la Banque a identifié un cas de fraude interne. Dès lors, elle a engagé un certain nombre de mesures de remédiation pour corriger la situation et pour enrichir son dispositif de contrôle interne. Elle s'est assurée qu'aucun client n'a été affecté par cet incident. Comme précisé dans le paragraphe relatif aux événements postérieurs à la clôture, la Banque a perçu, fin janvier 2025, le remboursement des sommes fraudées.

Par ailleurs, la situation géopolitique et économique du Liban, pays dans lequel se situe la maison-mère de la Banque, n'a pas eu d'impact sur les comptes de l'exercice 2024. A noter cependant qu'afin de couvrir son risque sur les contreparties domiciliées au Liban, la Banque a procédé à une dotation complémentaire de 4 millions d'euros de sa provision pour risque pays.

D – Evénements post-clôture.

La Banque a perçu, fin janvier 2025, le remboursement des sommes liées à la fraude dont elle a été victime lors de l'exercice 2024.

Note 1. – Caisse, banques centrales, CCP.

(En milliers d'euros)	2024	2023
Caisse	362	328
Comptes à la Banque de France	224 754	274 831
Total	225 116	275 159

Note 2. – Créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d’Euros)	2024		2023	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires débiteurs	128 381		164 270	
Comptes et prêts interbancaires		229 216		231 797
Autres prêts				
Sous-total	128 381	229 216	164 270	231 797
Créances rattachées	627	3 338	719	2 320
Total	129 008	232 554	164 989	234 117
Total général (1)	361 562		399 106	
(1) Dont créances éligibles au refinancement de la Banque Centrale : 0,00 €				

Note 3. – Actif - opérations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	2024			2023
	Brut	Dépréciations	Net	Net
Créances commerciales	6 884		6 884	8 923
Autres concours à la clientèle :				
Crédits	268 001		268 001	252 744
Valeurs non imputées				
Comptes ordinaires débiteurs	76 041	21 756	54 286	67 060
Sous-total	350 926	21 756	329 170	328 726
Créances rattachées	1 703		1 703	1 532
Total (1)	352 629	21 756	330 874	330 257
(1) Dont créances éligibles au refinancement de la Banque Centrale : 0,00 €				

Note 3. – (suite) – Répartition des encours clients par zones géographiques.
(En milliers d'Euros)

Zones géographiques	Encours sains	Encours restructurés conditions du marché	Encours restructurés hors conditions du marché	Encours douteux	Encours douteux compromis	Total
France	80 634			834		81 468
Belgique	2 445					2 445
Grande-Bretagne	20 845			7		20 852
Grèce	11 651					11 651
Autres pays OCDE	3 529					3 529
Total OCDE	119 105	0	0	841	0	119 946
Arabie saoudite	9 654					9 654
Cameroun	6 810					6 810
Chypre	7 833					7 833
Côte d'Ivoire	11 071					11 071
Emirats arabes unis	43 284					43 284
Guinée	5 478	921				6 399
Liban	106 681	3 312				109 993
Monaco	5 642					5 642
Rép. Dém. Du Congo	2 278					2 278
Autres pays Hors OCDE	6 946			1 018		7 965
Total HORS OCDE	205 677	4 233	0	1 018	0	210 928
Total 2024	324 782	4 233	0	1 859	0	330 874
Total 2023	326 217	0	0	4 040	0	330 257

— Dépréciation sur encours douteux et compromis hors provisions pour risques pays :

Zones géographiques	Stock au 01/01/2024	Variation nette	Stock 31/12/2024
France	21	432	452
Belgique	557	168	725
Etats-Unis d'Amérique	3 697	455	4 152
Grande-Bretagne	3	1	4
Portugal	4	0	4
Total OCDE	4 281	1 056	5 337
Arabie saoudite	3 801	239	4 040
Centrafrique		1 323	1 323
Chypre	3 170	2 026	5 196
Emirats arabes unis	2 924	1 805	4 729
Guinée	1 035	-1 035	
Jordanie	615	-17	599
Liban	331	201	533
Total HORS OCDE	11 877	4 542	16 419
Totaux	16 157	5 598	21 756
Créances douteuses brutes	20 198	3 417	23 615
% Créances douteuses provisionnées	80,00%		92,13%

NB : un stock de provisions pour risques pays de 11.300 K€ figure au bilan au 31/12/2024

— Résultat net sur encours douteux et compromis dépréciés :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Dotations dépréciations créances douteuses clientèle	-4 747	-11 766
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des dépréciations		-25
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations		-5
Reprises de dépréciations sur créances douteuses clientèle	1 235	48
Net	-3 512	-11 748

Note 4a. – Effets publics et valeurs assimilées + obligations et autres titres à revenu fixe.

(En milliers d'Euros)	2024				2023			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Prix de revient		152 358	150 299	302 657		90 302	9 045	99 347
Créances rattachées		781	1 863	2 644		457	52	509
Total		153 139	152 162	305 301		90 759	9 097	99 856
Dépréciation		1 048		1 048		3 888		3 888
Net		152 091	152 162	304 253		86 871	9 097	95 968
Moins-values latentes (1)								
Plus-values latentes (1)								
(1) Entre prix de revient et valeur de marché hors coupons courus								

Note 4.b. – Répartition des effets publics et valeurs assimilées + obligations et autres titres à revenu fixe selon la durée restant à courir.

(En milliers d'Euros)	Portefeuille	< 3 mois	> 3 mois< 1 an	> 1 an< 5 ANS	> 5 ans	Total
Effets publics et valeurs assimilées						
State of Qatar	Placement		4 846			4 846
Saudi international bond	Placement		9 704			9 704
UST bills	Placement	28 710	28 574	28 060		85 344
Total 2024		28 710	43 125	28 060		99 895
Total 2023		13 589	8 879	14 045		36 513
Obligations et autres titres à revenu fixe						
BPCE	Placement	2 407				2 407
FAB Sukuk company Ltd	Placement	9 632				9 632
Goldman sachs	Placement		9 675			9 675
QNB finance LTD	Placement		4 836			4 836
Royal Bank of Canada	Placement		1 445			1 445
Bank of Nova Scotia	Placement		1 446			1 446
E.I. du pont de nemours	Placement		3 859			3 859
Sumitomo mitsui	Placement			9 572		9 572
ANZ new Zealand INTL UK	Placement			9 592		9 592
QNB finance LTD	Investissement			4 616		4 616
Lloyds BK corp MKTS PLC	Investissement			9 946		9 946
Mizuho financial group	Investissement			9 110		9 110
Emirates telecom group	Investissement			3 499		3 499
Abu Dhabi national energy	Investissement			4 787		4 787
Caterpillar fin services	Investissement			7 629		7 629
Bank of Nova Scotia	Investissement			4 802		4 802
BP capital markets PLC	Investissement			7 457		7 457
Natwest markets PLC	Investissement			4 532		4 532
ING Bank nv	Investissement			10 221		10 221
Bmw finance nv	Investissement			4 781		4 781
Toronto-dominion Bank	Investissement			9 526		9 526
Shell international fin	Investissement			9 805		9 805
Korea Electric power corp	Investissement			4 835		4 835
Toyota motor finance BV	Investissement			7 692		7 692
Morgan Stanley	Investissement			9 760		9 760
Procter et Gamble	Investissement			10 541		10 541
Agence Française de Developpement	Investissement			4 731		4 731

Mercedes Benz Int finance	Investissement			7 525		7 525
Royal Bank of Canada	Investissement			5 225		5 225
UBS ag London	Investissement			4 548		4 548
Sabir capital ii BV	Investissement			4 732		4 732
Total 2024		12 039	21 260	169 463		202 762
Total 2023			2 290	60 543		62 833

Note 5. – Actions et autres titres à revenus variables non-cotés sur un marché organisé.

(En milliers d'Euros)	2024 (1)			2023 (1)		
	Transaction	Placement	Total	Transaction	Placement	Total
Prix de revient		874	874		936	936
Total		874	874		936	936
Dépréciation		198	198		118	118
Net		676	676		818	818
Moins-values latentes						
Plus-values latentes						
(1) Au cours de l'exercice, aucun transfert d'une catégorie vers une autre n'a été effectué						

Note 6. – Titres de participation non-cotés sur un marché organisé.
(En milliers d'euros)

Titres non cotés	2024			2023		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Etablissements de crédit						
Autres entreprises à caractère financier	522		522	557		557
Entreprises à caractère non financier	9	9	0	9	9	0
Sous-total	531	9	522	566	9	557
Total	531	9	522	566	9	557

Note 6. Suite - Liste des filiales et participations non cotées sur un marché organisé.

(En milliers d'Euros)	% Capital détenu	Capitaux propres	Résultat 2024	Valeur nette comptable
Participations inférieures à 10% :				
Swift	4 parts	NC	NC	0
Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution		NC	NC	522
Total				522

Note 7. – Immobilisations incorporelles.

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Acquisitions dotations	Cessions reprises	Autres variations	31/12/2024
Valeur brute :					
Frais d'établissement					
Solutions informatiques	3 053	480			3 533
Immobilisations en cours					
Total	3 053	480	0	0	3 533
Dotation aux amortissements et aux dépréciations :					
Frais d'établissement					
Solutions informatiques	2 504	254			2 758
Total	2 504	254	0	0	2 758
Valeur nette comptable	549				775

Note 8. – Immobilisations corporelles.

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Acquisitions dotations	Cessions reprises	Autres variations	31/12/2024
Valeur brute :					
Agencements, installations et autres immobilisations Corporelles	3 078	142	296		2 924
Immobilisations en cours					
Immobilisations hors exploitation (1)	0				0
Total	3 078	142	296		2 924
Dotation aux amortissements et aux dépréciations :					
Agencements, installations et autres immobilisations Corporelles	2 645	105	296		2 455
Immobilisations en cours					
Immobilisations hors exploitation (1)	0				0
Total	2 645	105	296		2 455
Valeur nette comptable	433				469
(1) Biens reçus en dation de paiement					

Note 9. – Autres actifs.

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Fonds de garantie des dépôts et de résolution (dépôts de garantie)	327	341
Fonds de Résolution Unique (dépôts de garantie)	263	263
Etat impôts et taxes	2 147	491
Dépôts et cautionnements	287	282
Avoirs chez correspondants	764	764
Appels de marges sur opérations de crédits documentaires et de change	8 063	9 136
Autres débiteurs divers	2	
Total	11 853	11 277

Note 10. – Comptes de régularisation.

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Comptes d'ajustement sur devises et opérations de hors-bilan		29
Charges constatées d'avance	583	592
Produits à recevoir		
Autres comptes de régularisation	965	1 171
Total	1 548	1 792

Note 11. – Dettes envers les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	2024		2023	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	8 329		7 224	
Comptes et emprunts		10 831		
Sous-total	8 329	10 831	7 224	
Dettes rattachées		298		
Total	8 329	11 128	7 224	
Total général	19 457		7 224	

Note 12. – Operations avec la clientèle – passif.

(En milliers d'Euros)	2024		2023	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial				
Dettes rattachées				
Total				
Autres comptes créditeurs :				
Comptes ordinaires de la clientèle	446 213		538 731	
Comptes créditeurs à terme		634 649		446 720
Valeurs non imputées et autres sommes dues				
Dettes rattachées		3 545		1 396
Total	446 213	638 194	538 731	448 117
Total général	1 084 407		986 847	

Note 13. – Autres passifs.

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Fournisseurs	193	37
Etat, impôts et taxes	232	7 065
Participation des salariés	1 016	1 391
Fonds non réclamés	242	240
Total	1 683	8 732

Note 14. – Comptes de régularisation.

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Compte d'ajustement devises	10	
Produits constatés d'avance	85	241
Charges à payer	3 199	3 761
Autres comptes de régularisation	455	1 122
Total	3 749	5 125

Note 15.a. – Provisions.

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Dotations	Reprises (1)	31/12/2024
Autres provisions sur :				
Etablissements de crédit	0			0
Clientèle	0			0
Risques pays Liban	7 300	4 000		11 300
Provisions diverses	115	71	15	171
Total	7 415	4 071	15	11 471
(1) dont utilisées : 15				

Note 15 b. – Fonds pour risques bancaires généraux.

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Dotations	Reprises	31/12/2024
FRBG	6 473			6 473

Note 16. – Capital et réserves.

(En milliers d'Euros)	2023	+		2 024
Capital souscrit (1)	56 873			56 873
Réserve légale	2 767	520		3 288
Réserves statutaires et contractuelles	2 746			2 746
Report à nouveau	21 306	9 887		31 193
Résultat	10 407	16 309	10 407	16 309
Total	94 100	26 716	10 407	110 409
(1) Le capital est divisé en 3 729 400 actions entièrement souscrites de 15,25 € chacune				

Note 17. – Intérêts et produits assimilés.

(En milliers d'Euros)	2024			2023		
	Ets de crédit et Banques Centrales	Clientèle	Obligations/ autres titres à revenu fixe	Ets de crédit et Banques Centrales	Clientèle	Obligations/ autres titres à revenu fixe
Intérêts sur Banques Centrales	10 647			8 025		
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	7 700	5 158		6 248	6 097	
Intérêts sur comptes et prêts	12 264	16 800		9 536	16 871	
Autres intérêts et produits assimilés	7	82		14	70	
Intérêts sur valeurs reçues en pension						
Intérêts sur créances douteuses		1 629		5	951	
Dotation des intérêts		-1 501		-5	-737	
Reprise provisions sur intérêts		19			158	
Intérêts sur titres de placement			2 951			1 220
Intérêts sur titres d'investissement			803			266
Produits sur opérations de hors-bilan	1	521		1	393	
Total	30 618	22 707	3 754	23 824	23 803	1 486
Total général	57 079			49 112		

Note 18. – Intérêts et charges assimilées.

(En milliers d'Euros)	2024		2023	
	Ets de crédit	Clientèle	Ets de crédit	Clientèle
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	10			
Intérêts sur comptes et emprunts	334	18 795		10 732
Autres intérêts	5	6	2	
Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial				
Total	349	18 801	2	10 732
Total général	19 150		10 734	

Note 19. – Commissions.

(En milliers d'Euros)	2024		2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie et interbancaires	0	207	4	201
Opérations avec la clientèle	5 870		4 805	
Prestations de services financiers :				
Opérations sur titres		101		28
Commissions sur activités d'assistance et de conseil				
Prestations diverses de services financiers	783	358	769	370
Total	6 653	666	5 578	598

Note 20. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.

(En milliers d'Euros)	2024		2023	
	Gains	Pertes	Gains	Pertes
Gains sur opérations de change et arbitrage	1 814		1 980	
Net des gains et pertes	1 814		1 980	

Note 21. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement & assimilés.

(En milliers d'Euros)	2024		2023	
	Gains	Pertes	Gains	Pertes
Plus et moins-values de cession				
Dotations et reprises pour dépréciation s/titres de placement	3 069	72	2 885	99
Sous-total	3 069	72	2 885	99
Net des gains et pertes	2 997		2 786	

Note 22. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

(En milliers d'Euros)	2024		2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits divers d'exploitation bancaire	33			
Charges diverses d'exploitation bancaire		776		31
Produits accessoires et charges refacturées				
Total	33	776	0	31

Note 23. – Charges générales d'exploitation.

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Salaires et traitements	6 490	6 514
Charges sociales au titre de la retraite	639	646
Participation et intéressement des salariés	1 016	1 391
Autres charges sociales	2 563	2 634
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	420	347
Total frais de personnel	11 128	11 531
Impôts et taxes	278	470
Loyer du siège	1 337	1 205
Frais de maison-mère	542	526
Autres services extérieurs (1)	3 575	3 378
Total autres frais administratifs	5 731	5 579
Total	16 859	17 110

(1) Dont honoraires des commissaires aux comptes au titre de leur mission de contrôle des comptes : 177

Note 24. – Cout du risque.

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Dotations aux provisions sur engagements de hors-bilan		
Dotations aux dépréciations pour risque clientèle	-4 747	-11 766
Dotations aux provisions pour risque pays	-4 000	
Dotations aux provisions pour risques divers	-71	-35
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des provisions		-25
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des provisions		-5
Reprises de dépréciations sur créances douteuses en capital	1 235	48
Reprises de provisions pour risques pays		
Reprises de provisions pour risques de hors-bilan et divers	15	
Récupérations sur créances douteuses amorties		71
Total	-7 568	-11 712

Note 25. – Résultat exceptionnel.

6 K€ payés au titre de l'article 700 du Code de procédure civile.

Note 26. – Impôt sur les bénéfices.

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Bénéfice comptable avant impôt sur les sociétés	23 193	18 943
Différences temporaires	2 853	13 844
Différences permanentes	801	364
Bénéfice fiscal	26 847	33 150
Impôt sur les sociétés - taux d'impôt courant	-6 712	-8 288
Impôt sur les sociétés - contribution additionnelle	-196	-248
Crédits d'impôt sur les sociétés	24	
Impôt sur les sociétés	-6 884	-8 536
Résultat courant avant impôt	23 199	
Charge d'impôt / résultat courant avant impôt	6 885	
Résultat exceptionnel	-6	
Charge d'impôt / résultat exceptionnel	-1	
Total charge d'impôt	6 884	

Le taux de l'IS servant de base au calcul de l'imposition de la période est de 25%, conformément à la loi de finances en vigueur.

Note 27. – Variation des bases d'impôts différés ou latents.

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Charges non déductibles temporairement :		
C3s	79	63
Provisions clients	18 486	14 969
Participation des salariés, bonus et charges afférentes	2 208	2 954
Provisions diverses	71	
Produits imposés non encore comptabilisés		
Total	20 844	17 986
Eléments à imputer		
Déficits reportables fiscalement		

Note 28. – Effectif moyen.

	2024	2023
Techniciens de la Banque	24	20
Cadres de la Banque	34	36
Cadres "hors classification"	7	6
Total	65	62

Note 29. – Informations concernant les entreprises liées.

(En milliers d'Euros)	2024					2 023
	Entreprises liées		Participations		Total	
	Total	Dont subordonné	Total	Dont subordonné		
Hors-bilan						
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit						
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	287				287	275
Total des engagements donnés	287				287	275

Note 30. – Répartition des emplois et des ressources selon la durée restant à courir.

(En milliers d'Euros)	< 3 mois	> 3 mois<1 AN	> 1 an< 5 ANS	> 5 ans	Total
Actifs					
Créances sur les établissements de crédit	214 778	14 438			229 216
Créances sur la clientèle	54 847	50 434	83 734	85 870	274 885
Total 2024	269 625	64 872	83 734	85 870	504 101
Total 2023	214 943	98 633	88 604	91 284	493 464
Passifs					
Dettes sur établissements de crédit	10 831				10 831
Comptes créditeurs de la clientèle	570 590	64 019	40		634 649
Total 2024	581 421	64 019	40		645 480
Total 2023	376 976	68 336	1 408		446 720
Hors-bilan					
Engagements de financement en faveur de la clientèle	31 293	6 749		412	38 455
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit					
Total 2024	31 293	6 749		412	38 455
Total 2023	28 067	8 630		428	37 125

Note 31. – Rémunérations.

(En milliers d'Euros)	2024
Organes d'administration	658
Organes de Direction	1 421

Avances et crédits accordés pendant l'exercice aux membres des organes d'administration : néant.

Note 32. – Résultat par action.

Le résultat par action s'élève à 4,37 €, contre 2,79 € en 2023.
Il est calculé en divisant le résultat net après impôt sur les sociétés par le nombre d'actions (3.729.400).

Note 33. – Produits d'intérêts par pays de résidence.

	2024	2023
Liban	13%	18%
France	36%	34%
Europe	18%	18%
Mena	14%	14%
Autres	19%	16%

B. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.
(Exercice clos le 31 décembre 2024)

À l'Assemblée Générale de la société Bank Audi France S.A.,

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Bank Audi France S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— Risque de crédit et évaluation de la provision Risque Pays Liban

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Une part importante du bilan de la société est constituée de créances envers la clientèle. Bank Audi France S.A. comptabilise, au titre du risque de crédit de son portefeuille clients, des dépréciations individuelles pour créances douteuses.</p> <p>Au 31 décembre 2024, les créances envers la clientèle s'élèvent en valeurs nettes à 330,9 M€ au regard d'un total bilan de 1 237,6 M€ Le portefeuille de créances douteuses de la banque s'élève à 23,6 M€ au 31 décembre 2024 et celles-ci sont dépréciées à hauteur de 21,8 M€. Ces dépréciations sont enregistrées en fonction du risque de non-recouvrement des sommes en capital dues par les clients. Le nombre de dossiers dépréciés est relativement faible et se limite à quelques dossiers faisant l'objet d'un suivi spécifique de la direction de la banque.</p> <p>Par ailleurs, une part significative des créances provient de clients résidant dans des zones géographiques hors OCDE et plus particulièrement au Liban, où la situation géopolitique engendre un risque dans la détermination des dépréciations qui résultent notamment de l'appréciation des valeurs données en garantie.</p> <p>Nous avons identifié l'estimation du risque de crédit sur les créances dépréciées ainsi que l'estimation du risque pays Liban comme un point clé de l'audit compte tenu de la part de jugement de la direction dans le processus d'estimation des dépréciations nécessaires au titre du risque de crédit et du risque pays Liban.</p>	<p>Nous avons examiné le dispositif mise en place par la direction pour identifier les créances à déprécier et évaluer le montant des dépréciations enregistrées.</p> <p>Nous avons examiné les procédures de contrôle interne mises en œuvre par la banque tout au long du processus pour la revue annuelle du portefeuille de créances, la mise à jour des notations de crédit, l'identification des encours sous surveillance (« watch list »), l'évaluation des dépréciations et les rapprochements comptabilité/gestion.</p> <p>Nous avons également pris connaissance des principales conclusions des comités spécialisés de la banque en charge du suivi des créances sous surveillance ou dépréciées.</p> <p>S'agissant des dépréciations calculées sur les créances douteuses, nous avons examiné les estimations retenues pour les contreparties dépréciées en examinant certains dossiers de crédit et les éléments sous-tendant les principales hypothèses retenues pour apprécier les flux de recouvrements attendus notamment au regard de la valorisation des collatéraux et garanties constituées au bénéfice de la banque.</p> <p>Par ailleurs, s'agissant de la provision risque pays Liban comptabilisée par la banque nous avons examiné :</p> <ul style="list-style-type: none">- La détermination des encours éligibles à la provision risque pays Liban ;- Les estimations réalisées par la direction afin de déterminer le montant de la provision à comptabiliser.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise.

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'Administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.**

— **Désignation des commissaires aux comptes** : Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Bank Audi France S.A. par l'assemblée générale du 27 mars 2024 pour le cabinet KPMG S.A. et du 31 mars 2005 pour le cabinet DENJEAN & ASSOCIES.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la première année de sa mission sans interruption et le cabinet DENJEAN & ASSOCIES dans la vingtième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

— **Objectif et démarche d'audit** : Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— **Rapport au comité d'audit** : Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris La Défense, le 25 mars 2025.

Les Commissaires aux comptes :

KPMG S.A.
Valéry FOUSSÉ ;
Associé,

DENJEAN & ASSOCIES
Céline KIEN ;
Associée.

C. — Rapport Spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

Assemblée générale d'approbation des comptes de exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de la société Bank Audi France S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'Assemblée Générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris et Paris La Défense, le 25 mars 2025.

Les Commissaires aux comptes :

KPMG S.A.
Valéry FOUSSÉ ;
Associé,

DENJEAN & ASSOCIES
Céline KIEN ;
Associée.

D. — Le rapport de gestion.

Le rapport de gestion et le rapport sur le gouvernement d'entreprise peuvent être obtenus à l'adresse suivante : Bank Audi France, Service juridique - 73 avenue des Champs Élysées – 75008 Paris.